LES ARTICLES LES PLUS LUS SUR LESECHOS.FR

1. SNCF : Edouard Philippe ne convainc pas les syndicats
2. Air France-KLM dévisse en Bourse
3. Budget : le gouvernement se penche sur les prestations sociales
4. Le cirque Pinder en liquidation judiciaire
5. Le Plaza Hotel de New York cédé pour 600 millions de dollars

opinions

LE MEILLEUR DU **CERCLE DES ÉCHOS**

L'économie circulaire, enjeu majeur pour l'industrie

De plus en plus d'industriels considèrent désormais le recyclage comme une opportunité de créer de la valeur. Il est maintenant grand temps que l'ensemble du secteur s'y mette, estime Bertrand Dubin, dirigeant associé d'Océplast-Océwood.

UN OBJECTIF NATIONAL *« Le 23 avril dernier [...] le Premier ministre, Edouard Philippe, a présenté sa feuille de route pour développer l'économie circulaire en encourageant notamment le recyclage. Alors que le taux de recyclage des plastiques en France se situe actuellement entre 20 % et 25 %, l'objectif visé est de 100 % d'ici à 2025. »*

UN BUT ATTEIGNABLE *« Devenir acteur de l'économie circulaire n'est pas un Graal inaccessible, pas même dans l'industrie. Nous avons la chance aujourd'hui de connaître une dynamique plus vertueuse en faveur du développement durable. Les industriels aussi ont ce défi à relever. »*

UNE OPPORTUNITÉ RÉELLE *« Qu'il s'agisse de PME ou de grands groupes, c'est l'occasion, pour les entreprises, de s'investir dans un enjeu sociétal, dont l'impact sur leur activité peut être réellement vertueux. A l'heure où collaborateurs, clients et collectivités ont, en la matière, des attentes de plus en plus fortes en termes d'engagements écologique, local, durable... l'industriel écoresponsable aura indéniablement une longueur d'avance en s'y investissant pleinement. »*

UNE QUESTION DE SURVIE *« Pour préserver sa place sur le marché, son implantation sur le territoire et la pérennité de son activité, il est illusoire de vouloir faire l'impasse sur sa transformation écologique qui, pourtant, dans un écosystème favorable, devient accessible à tous. »*

A lire en intégralité sur Le Cercle :
lesechos.fr/idees-debats/cercle

DANS LA **PRESSE ÉTRANGÈRE**

« Tous unis contre les pilleurs d'art »

THE TIMES

● *« Qui vole un œuf vole un bœuf. »* Et qui pille un musée vole, comme l'affirme le « Times », *« l'héritage d'une nation, son histoire et son identité »*. Le monde, écrit le quotidien londonien, a bien compris l'inquiétude des Irakiens face au pillage du Musée national de Bagdad lors de l'invasion américaine de 2003. Nombre de pays sont favorables au retour en Grèce des frises du Parthénon, exposées au British Museum. Les pilleurs de tombes, d'églises, d'antiquités, de cimetières, de sites archéologiques provoquent la colère des peuples, mais aussi répondent à l'avidité des collectionneurs peu scrupuleux. Mais si les pays prennent des mesures, les pilleurs trouvent des moyens de dissimuler l'origine de pièces volées qu'ils veulent écouler.

« Face à la vindicte populaire, un universitaire de Cambridge, Christos Tsirogiannis, qui a passé de longues heures à examiner les catalogues des ventes aux enchères, pour repérer des œuvres volées ou à l'origine douteuse, est parvenu à sauver pas mal d'antiquités grecques et étrusques qui étaient sur le point d'être vendues. » Il est aidé par l'accès à des documents sur des objets passés par les mains de pilleurs que lui ouvrent les gouvernements grec et italien. *« Ce qui est, sans aucune raison, dénié aux maisons de ventes aux enchères qui peuvent être obligées d'interrompre une vente à la dernière minute au prix d'une perte sèche pour elles. »* A la différence d'un universitaire, cette situation oblige les maisons de vente et les marchands d'art à investir beaucoup de temps et d'argent pour découvrir la provenance des objets. *« Tout le monde doit être uni pour prévenir les pillages »*, conclut le journal.— ***J. H.-R.***

LE LIVRE DU JOUR

Les vertus n'ont pas de prix

LE PROPOS Voilà Jean-Michel Blanquer enfin pris en défaut. Le ministre de l'Education a pensé à réhabiliter calcul et écriture, ce qui déjà justifierait qu'on lui édifie une statue. Il a oublié ce fameux « prix de vertu » que l'on décernait à la grande époque des grands instituteurs. Jean-Yves Boulic, qui fut pendant quarante ans journaliste politique – ceci n'a rien à voir avec cela –, y a pensé. Il cite Renan : *« Prenons toutes les vertus, croyez-moi : il n'y en aura pas trop pour les rudes moments que la conscience humaine peut avoir à traverser. »* L'auteur ne les a pas toutes prises, il en a sélectionné seize, une par chapitre. Chacun se conclut par une série de citations et un petit texte. Voyez celui sur la bonté. *« Rien n'est plus rare que la véritable bonté ; ceux mêmes qui croient en avoir n'ont d'ordinaire que de la complaisance ou de la faiblesse »*, écrivait La Rochefoucauld. Ce livre, vraiment très agréable à lire, est ainsi plein de références historiques et littéraires bien trouvées. Toutes sortes de questions sont posées : *« Peut-on se représenter la fidélité comme "un promontoire sur lequel sans cesse se brisent les vagues", selon l'image de Marc Aurèle ? »* Jusqu'où doit aller la sincérité ? Pourquoi ne demande-t-on pas plus de courage aux hommes politiques ? Quel est le poids de la douceur ? *« Il n'y a à mes yeux de grandeur que dans la douceur »*, disait Simone Weil.

Eloge des vertus
Jean-Yves Boulic, Editions Saint-Simon. 248 pages, 19,80 euros.

L'INTÉRÊT Aujourd'hui, la philosophie est pratiquement aussi à la mode que la cuisine vegan, celle où l'on n'a rien le droit de manger. Voilà un utile vade-mecum que l'on a le droit – le devoir ? – de lire.
—***Sabine Delanglade***

Le Syndicat national des pilotes de ligne vient de condamner Air France à une mort certaine, alors que les pilotes ne comptent que pour un quatorzième de l'effectif de la compagnie. *Photo Gilles Rolle/RÉA*

Les pilotes d'Air France, soldats de l'ancien monde

A la source des conflits d'Air France ou de la SNCF, il y a l'idée – totalement fausse – que l'Etat sera éternellement présent pour renflouer les monopoles du passé. Au contraire, les deniers publics doivent servir à financer des entreprises réellement stratégiques et à préparer l'avenir.

LA **CHRONIQUE** *d'***Edouard Tétreau**

Alors que la France compte 5,9 millions de demandeurs d'emploi, et que 20 % des jeunes de 18 à 29 ans vivent en dessous du seuil de pauvreté (source Insee), une bataille fait rage pour savoir qui fera perdre le plus de richesses et d'espoir à la France. Cette intersyndicale de l'anti-France voit s'affronter deux camps.

A mon extrême gauche, SUD-rail, CGT-cheminots, et leurs complices objectifs de La France insoumise, qui rêvent tous à un nouveau Mai 68 – cet âge d'or du plein-emploi et de la consommation à outrance, ce moment de grâce de l'intelligentsia de gauche où il faisait bon comparer, vingt-trois ans après Auschwitz, les CRS aux SS. A ma droite extrême, le SNPL, représentant des pilotes de ligne d'Air France, qui vient de condamner leur entreprise et ses 80.000 emplois à une mort économique quasi certaine, parce que, décidément non, 250.000 euros de rémunération annuelle moyenne pour un commandant de bord aux responsabilités et horaires si allégés, c'est bien trop peu.

Les pilotes de ligne comptent pour un quatorzième des effectifs d'Air France. Or, à chaque plan de sauvetage, ce sont les autres (personnels au sol, ou navigants en cabine) qui réalisent les plus grands sacrifices, à la fois en termes de réduction d'effectifs et de compression salariale, pour protéger les rentes de cette triste clique.

Que faire, face à ce scandale qui dure ? D'abord, comme l'a souligné le ministre de l'Economie ce week-end, l'Etat ne saurait être davantage complice de ce chantage. A l'heure où des services publics essentiels (hôpitaux publics, forces de l'ordre, justice) viennent à manquer de ressources financières, l'idée que l'Etat verse un euro supplémentaire dans ce tonneau des Danaïdes est inacceptable. *« Aucune entreprise n'est immortelle »*, comme soulignait l'ancien président d'Air France, Alexandre de Juniac. Surtout quand ses cadres supérieurs veulent la tuer pour une augmentation supplémentaire.

Ensuite, l'épisode Air France montre hélas, une fois de plus, que l'Etat n'est pas toujours le meilleur actionnaire d'entreprises concurrentielles. Incarnant l'intérêt général, il est immédiatement pris en otage par des groupes de salariés sursyndiqués du fait même de sa présence : la CGT à la SNCF ou chez EDF, le SNPL chez Air France. Le coût de la présence de l'Etat, encourageant une dynamique revendicative, se retrouve dans la situation financière fragile de ces entreprises.

> L'épisode Air France montre hélas, une fois de plus, que l'Etat n'est pas toujours le meilleur actionnaire d'entreprises concurrentielles.

Le gouvernement, à rebours d'une logique libérale thatchérienne qui aboutirait à la privatisation-sanction de la SNCF, a décidé de continuer d'accompagner cette entreprise, qui est un de nos biens communs. C'est un choix courageux, et coûteux, qui permet la pérennité d'un groupe octogénaire. Sans doute est-il temps pour l'Etat, tout en gérant ces passifs accumulés par l'absence de décision et de courage des derniers quinquennats et septennats, de davantage préparer et financer l'avenir de nos entreprises stratégiques. Celles du XXIe siècle plutôt que des siècles précédents.

A ce titre, les recettes attendues des privatisations futures d'entreprises en bonne santé et n'ayant plus besoin de l'Etat à leur capital viendront abonder un fonds pour l'innovation de 10 milliards d'euros, dont l'objet n'a jamais été aussi prioritaire. En effet, ces sommes ne seront pas de trop pour aider la France à rattraper son retard dans les domaines de l'intelligence artificielle, de la robotique et, plus généralement, dans le domaine des plates-formes et infrastructures numériques, où notre pays est aujourd'hui en situation de dépendance plutôt que d'autonomie stratégique.

Lorsqu'une entreprise en partie française, comme PSA, se croit obligée de recourir aux technologies du chinois Huawei pour connecter ses futures voitures, et en faire ainsi, potentiellement, des armes (en cas de hacking, ou parce qu'une autorité supérieure l'aura demandé à Huawei), nous avons un problème majeur. Et, à ce jour, une absence totale de solutions qui nous garantiraient ici notre souveraineté numérique – et la sécurité du territoire.

Certains sondages d'opinion suggèrent que l'action du gouvernement est trop rapide, va trop vite. On pensera ici exactement le contraire, dans le domaine du financement de l'innovation et de la souveraineté numériques. La vitesse de déploiement des réseaux numériques, le retard sinon l'indigence des précédents exécutifs à comprendre cet enjeu obligent à accélérer. Un élément supplémentaire vient plaider en faveur de la mise en place – et donc de l'abondement – de ce fonds stratégique : nous savons ici, d'expérience, que l'euphorie financière du moment ne durera pas. C'est maintenant qu'il faut lever ces 10 milliards d'euros. Pas lorsque les marchés se seront retournés.

Si la survie d'Air France n'est pas acquise du fait de ses pilotes de ligne, et que celle de la SNCF dépend de syndicats de cheminots, dont on espère qu'ils ont davantage le sens des responsabilités, l'autonomie stratégique et la politique industrielle numérique de la France, conditions de notre survie et de notre prospérité future, dépendent, elles, du seul exécutif. S'il faut prendre un exemple historique concret, il est à chercher dans la décision du général de Gaulle de doter la France de l'arme atomique, quoi qu'il en coûtât alors. Soixante-dix ans après, nous continuons de tirer les dividendes stratégiques, diplomatiques et économiques de cette décision.

Il faut donc vendre sans tarder les réussites d'hier pour financer celles de demain. Plutôt que de renflouer ad nauseam les échecs et enfants gâtés du XXe siècle, qui n'ont plus leur place dans la France de 2018. La bonne nouvelle du progrès numérique est qu'il nous permettra, à terme, de nous passer des pilotes de ligne d'Air France. Mais pas de la qualité de service et du contact humain de ses personnels navigants et au sol.

Edouard Tétreau est associé gérant de Mediafin.